

CONFERENCE DES AMBASSADEURS 1974

Annexe I

Les conséquences de la crise énergétique

Exposé de M. L'Ambassadeur Pierre Languetin

Délégué aux accords commerciaux

Bernerhof, mercredi 4 septembre 1974, 09.20 heures

I

1. Les mesures prises au cours du dernier trimestre de l'année 1973 par les pays producteurs de pétrole ont créé une situation nouvelle que l'on est convenu d'appeler la crise énergétique. L'opinion publique en particulier a été frappée par la menace d'une raréfaction du pétrole. La demande s'est par conséquent accrue, accélérée qu'elle a été par un vent de panique qui a soufflé aussi bien sur l'économie privée que sur les gouvernements. Avec un peu de recul, on constate que la crise a été provoquée davantage par les appréhensions et les réactions de la demande que par une diminution effective de l'offre. En effet, les statistiques qui ont été établies par l'OCDE font apparaître que la somme totale des approvisionnements en pétrole a continué de croître de 73 à 74 bien qu'à un rythme ralenti dû aux mesures de restriction et aux embargos décidés par les pays producteurs les plus importants du Golfe Persique. Les hausses des prix décidées par les pays producteurs sur le pétrole brut ont été amplifiées du fait que les utilisateurs ou consommateurs

./.



- 2 -

finals des produits raffinés ont anticipé avec exagération les répercussions des hausses du prix du brut sur les produits raffinés.

2. L'excès même des hausses a conduit dès le premier trimestre de cette année à un certain tassement, tassement qui a été favorisé par l'hiver exceptionnellement doux que l'on a connu en Europe occidentale. Ce tassement a paru confirmer les prévisions des Etats-Unis quant à la probabilité et à la nécessité de baisses sensibles du prix du pétrole. Les Etats-Unis ont notamment fait valoir que les conséquences économiques et monétaires des hausses du prix du pétrole étaient telles que la situation nouvelle ne pourrait plus être maîtrisée à moins que les pays producteurs ne reviennent à plus de modération.

3. Pour apprécier le phénomène auquel on assiste depuis bientôt une année, il est essentiel de le placer dans son contexte général. Ce contexte est caractérisé par quatre évolutions principales qui en ont permis le déclenchement ou amplifié l'importance.

- a. La crise monétaire qui est devenue aiguë au moment de la suspension de la convertibilité du dollar le 15 août 1971;
- b. l'inflation mondiale associée à une croissance économique rapide;
- c. la hausse générale du prix des produits de base;
- d. la prise de conscience de leur force économique par les pays producteurs, en particulier de pétrole.

4. Depuis longtemps, les pays producteurs estiment que le prix du pétrole brut est fortement sous-évalué par rapport

o/e

aux produits industriels. Leur intérêt à tous est de maximiser leurs recettes, compte tenu des possibilités d'utilisation effective et de recourir à cet effet à toutes les armes à leur disposition: entente cartellaire entre eux, menace de réduction de la demande ou réduction effective, mise aux enchères à des périodes propices, etc.

5. La nature du problème pétrolier est assez évidente, la consommation d'énergie dans le monde a crû à un rythme hallucinant. Lester Brown, dans son livre "World without borders", met en lumière l'importance extraordinaire qu'a prise l'énergie dans notre civilisation. Alors que dans les premiers jours de l'homme 100 watts suffisaient à chaque personne, la consommation est par exemple aujourd'hui aux Etats-Unis d'environ 10 000 watts par personne. L'énergie est à la fois le résultat et la cause du développement économique que les pays développés connaissent depuis plus de 20 ans. C'est à l'existence de ressources abondantes d'énergie, principalement de pétrole, que l'on doit la croissance économique accélérée des 20 dernières années dans les pays développés. Il est toutefois évident que l'équilibre entre production et consommation n'a pas été perturbé du jour au lendemain, ni que nous sommes passés sans transition de la surabondance à la pénurie. Les hausses de prix sont donc le résultat d'un affrontement entre producteurs et consommateurs dans un régime de formation des prix dominé par les positions cartellaires, les oligopoles et les monopoles.

II. Répercussions économiques

6. Dans l'état actuel des analyses, les hausses de prix du pétrole auront des conséquences multiples sur l'économie. Je les rappellerai brièvement:

a. Balance de paiements

L'accroissement du coût des importations des pays consommateurs

- 4 -

va déséquilibrer les balances des paiements.

Pour les pays de l'OCDE, le supplément de dépenses est évalué pour 1974 à 51 milliards de dollars, ce qui, sous déduction d'exportations supplémentaires vers les pays producteurs de pétrole, devrait provoquer une dégradation globale des balances de paiements de 46 milliards de dollars.

b. Effets sur la demande

L'augmentation des dépenses consacrées à l'énergie et singulièrement à l'achat de pétrole doit avoir pour conséquence un affaiblissement de la demande pour les biens autres que l'énergie. Du point de vue conjoncturel et jusqu'à maintenant cet effet, en admettant qu'il se soit manifesté, s'est produit dans une phase où les gouvernements par différentes mesures se sont efforcés de modérer la conjoncture. Ce sont sans doute davantage les mesures prises par les gouvernements qui ont conduit à une diminution de la production de l'ordre de 1 et demi pour cent au premier semestre de cette année. Du point de vue global par conséquent, l'effet de contraction de la demande ne paraît pas inquiétant. Cela ne signifie cependant pas que des difficultés d'ordre sectoriel ne pourront pas se produire, comme on en voit apparaître dans le secteur de l'automobile.

c. Pression inflationniste

En revanche, la hausse des prix a très fortement renforcé les pressions inflationnistes qui ont atteint mensuellement dans les pays de l'OCDE depuis décembre dernier en moyenne 1,2 %, ce qui revient à un rythme d'inflation annuelle de 15 %. Certes, le prix du pétrole n'est pas seul responsable. Néanmoins, ses effets sur le coût de la vie sont d'autant plus pervers qu'ils ont augmenté la pression inflationniste par l'indexation (indexation injustifiée puisque la cause de la hausse est extérieure aux pays consommateurs).

./.

d. Incidences sur les pays en développement

La dégradation pour 1974 de la balance commerciale des pays en développement non producteurs de pétrole est estimée à 10 milliards de dollars. Les pays particulièrement frappés sont: l'Inde, les Pays du Sahel et plusieurs pays de la zone des Caraïbes qui subissent tout le poids des hausses intervenues simultanément dans les prix du pétrole, des produits alimentaires, des engrais et des produits manufacturés.

e. Réforme monétaire

Les déficits d'origine pétrolière des balances de paiement ont remis en question la réforme monétaire. Les cours flexibles ne peuvent apporter une solution au déséquilibre entre pays consommateurs et pays producteurs de pétrole. Ils peuvent cependant aider à réduire les déséquilibres extrêmes à l'intérieur du groupe des pays consommateurs, déficits qui n'ont pas uniquement une origine pétrolière (Italie, Royaume-Uni, etc.).

f. Politique commerciale

Les déficits des balances de paiements courants font planer une menace sur la politique commerciale, certains pays pouvant être tentés de rééquilibrer leur balance par des restrictions aux importations ou des stimulations artificielles aux exportations. L'OCDE a reconnu que de tels efforts seraient vains puisqu'ils n'aboutiraient qu'à déplacer des déficits d'un pays consommateur à un autre sans réduire le déficit global vis-à-vis des pays producteurs. Aussi les Ministres de l'OCDE ont-ils adopté en mai 1974 une déclaration par laquelle ils s'engagent à ne pas recourir à de telles mesures pour la durée d'une année au moins.

III. Influence sur les politiques

A. Les moyens d'un retour à l'équilibre

Le moyen de résorber les déficits des pays consommateurs implique inévitablement un redressement dans le secteur énergétique. Le recyclage des capitaux n'est qu'un palliatif d'ailleurs indispensable. Ce recyclage devrait autant que possible être de nature triangulaire, les excédents des pays producteurs pouvant être utilisés à promouvoir l'équipement des pays en voie de développement qui accroîtraient ainsi leurs achats dans les pays développés. Les efforts en vue de réduire le déficit pourront en outre porter

a. à court terme sur

- la baisse des prix du pétrole (thèse américaine)
- la réduction de la consommation (économie volontaire ou contingentement)
- la réduction de la demande par l'augmentation des prix à la consommation (hausses et taxes)

b. à moyen terme en vue

- d'une utilisation rationnelle des ressources énergétiques
- d'une mobilisation des énergies de substitution

c. à long terme pour

- le développement d'énergie non conventionnelle (énergie éolienne, solaire, marémotrice, fusion thermonucléaire).

L'objectif final pourra varier selon les situations. Les Etats-Unis visent à l'indépendance. Avant longtemps l'Europe ne pourra espérer qu'une réduction de sa dépendance: les 96% du pétrole utilisé étant importé. Quant à la Suisse, le Conseil fédéral a désigné une commission chargée d'élaborer une conception énergétique d'ensemble.

B. La régulation internationale

La loi de l'offre et de la demande ne fonctionnant plus dans

un climat de libre concurrence, les Etats-Unis ont convoqué une conférence à Washington dont l'objectif était double:

1. organiser la solidarité des pays consommateurs, car la surenchère à laquelle ils se livraient entre eux ajoutait ses effets aux décisions du cartel des producteurs;
2. préparer une conférence entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

La session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au problème des matières premières n'ayant pas permis de traiter spécifiquement des problèmes du pétrole, le groupe de coordination issu de la conférence de Washington a consacré ses activités à la préparation d'un programme international de l'énergie. Les principaux objectifs de ce programme sont:

- la répartition du pétrole disponible en cas de pénurie ou de perturbation dans l'approvisionnement;
- l'adaptation d'une coopération à long terme;
- la surveillance et le contrôle du marché pétrolier en coopération avec les compagnies;
- la préparation d'un dialogue avec les pays producteurs et les autres pays consommateurs.

(Ce programme a depuis lors été adopté. Une Agence internationale de l'énergie a été créée le 15 novembre 1974 dans le cadre de l'OCDE. La Suisse y participe avec 15 autres pays de l'OCDE.)

* * *

Dans l'ensemble, on s'achemine dans le secteur énergétique à une organisation collective au niveau mondial débutant à l'OCDE et recherchant par la suite à établir un dialogue sur une

./.

base plus large. Le dialogue avec les pays producteurs ne pourra sans doute pas se limiter au secteur énergétique, mais devra s'étendre dans l'intérêt réciproque des pays producteurs et consommateurs à la coopération économique et monétaire plus générale, à la technologie, au recyclage des capitaux, à la politique commerciale, sans exclure la recherche en commun d'un niveau de prix compatible avec l'équilibre économique mondial. Equilibre nécessaire pour que puissent continuer à fonctionner les systèmes libéraux d'échange, de paiements et d'investissements internationaux.

L'objectif de l'exposé que je viens de présenter est d'introduire une discussion sur des problèmes fondamentaux. Il n'avait en aucune manière la prétention d'être complet, ni d'envisager toutes les conséquences de la crise énergétique. Je me suis en particulier abstenu d'entrer dans les questions politiques. Or celles-ci seraient particulièrement intéressantes à examiner si l'on considère qu'une demi-douzaine de pays du Moyen-Orient ayant une population de 50 millions (à peine 1 % de la population mondiale) détiennent plus de la moitié des réserves connues du monde et une part encore bien supérieure du total des réserves exportables.

* * *